

## COMMUNICATION SUR LE PROGRÈS (COP2021) du Pacte Mondial des Nations Unies



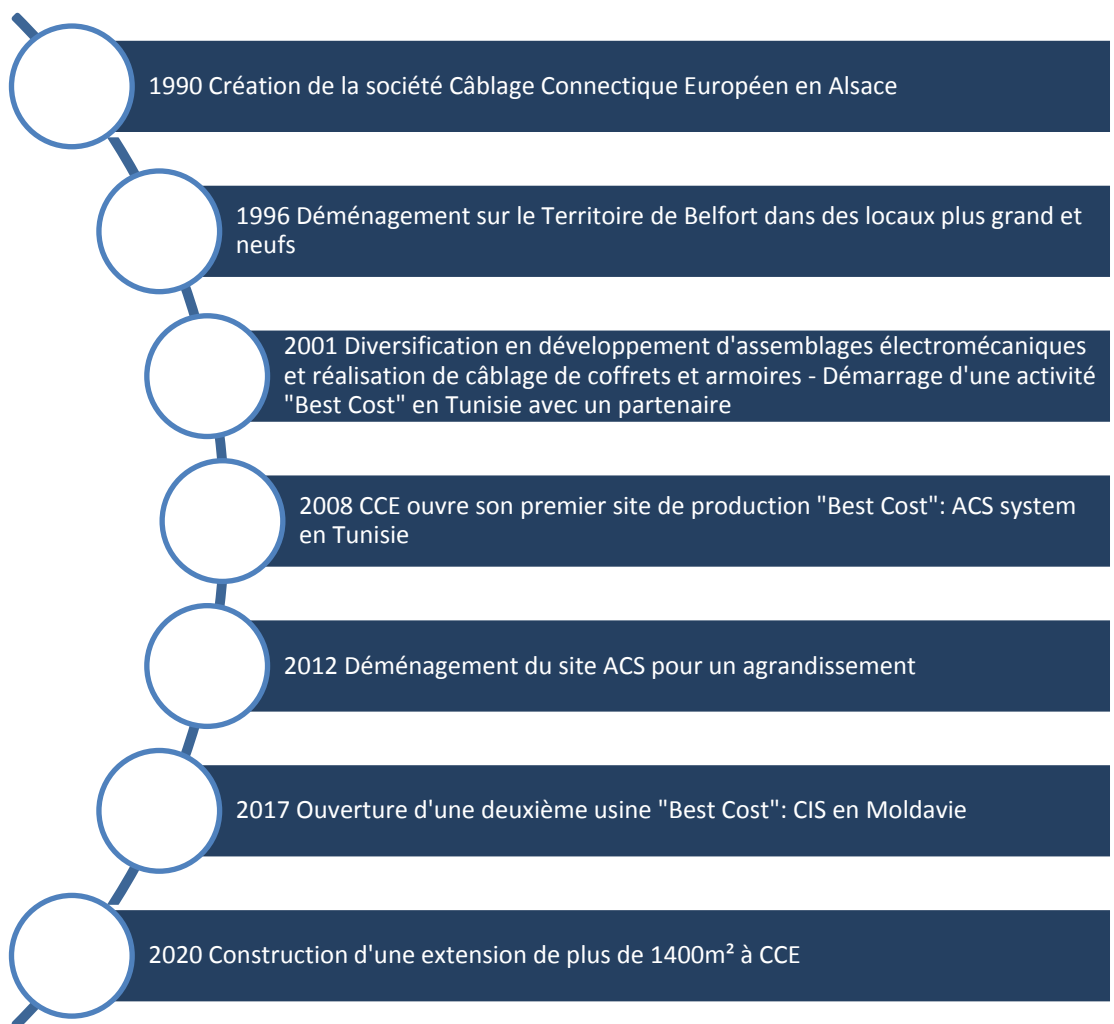
# Présentation de l'entreprise

CCE est spécialisée dans la sous-traitance pour de grands comptes de l'industrie et intervient dans différents domaines de la petite série à la grande série, ses activités se répartissent autour de quatre pôles :

- La confection des faisceaux électriques
- L'intégration électromécanique
- L'assemblage d'éléments chauffants
- L'activité logistique

A partir d'un cahier des charges client, CCE réalise l'industrialisation, la fabrication de faisceaux électriques, l'intégration électromécanique, l'assemblage d'éléments chauffants et gère toute la supply chain, la production et la qualité associée.

## Historique

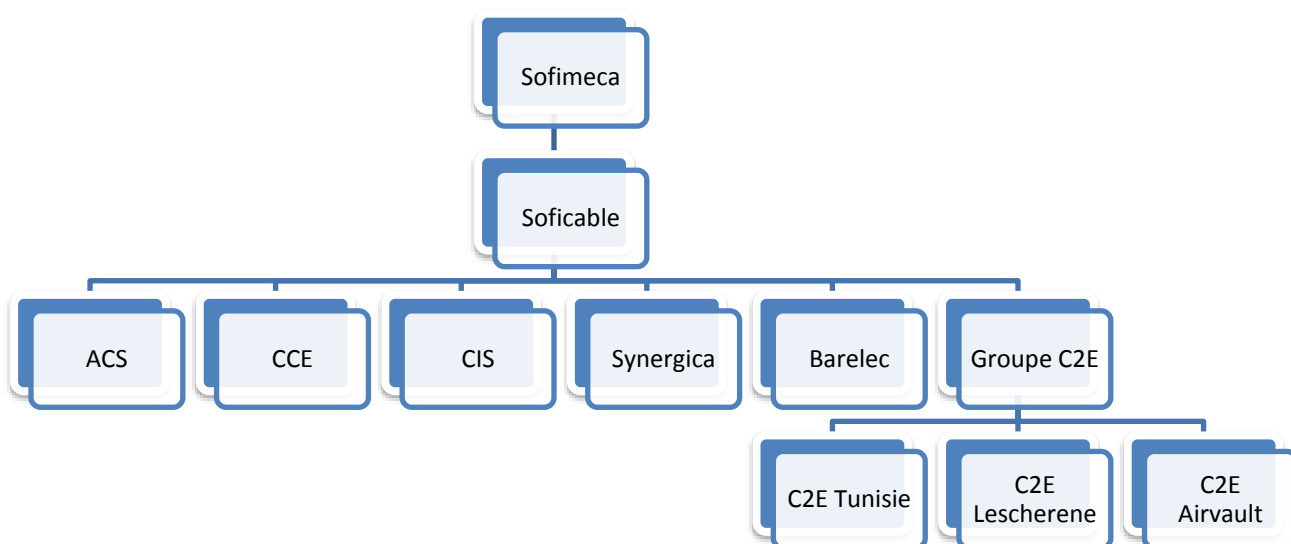


## Organisation générale

CCE fait partie de la branche SOFICABLE du Groupe SOFIMECA, un groupe familial français présent sur 3 domaines d'activité de sous-traitance :

- Système d'interconnexion avec SOFICABLE
- L'injection plastique et polystyrène expansé avec TOP INDUSTRIE
- La Tuyauterie industrielle avec AFT INDUSTRIE

Le Groupe SOFIMECA gère plus de 91 M€ de CA par an répartis sur 20 usines dont 14 en France d'un effectif global de 1300 collaborateurs. L'objet de cette COP ne concerne que la société CCE.



Les dirigeants de CCE font partie du Comité de Direction de la branche Soficable composée de 5 directeurs représentant l'ensemble des services des entreprises. Ce comité se réunit une fois par mois pour échanger sur l'évolution des performances (SIG) et sur des sujets stratégiques.

Chaque trimestre les pilotes de processus de CCE se réunissent pour le déploiement de la stratégie Groupe, analyser les indicateurs de performances et mener les actions opérationnelles d'amélioration.

L'essentiel des productions de CCE se concentre en Tunisie chez ACS, filiale et sous-traitant du Groupe avec plus de 180 personnes. Le site CIS en Moldavie également filiale et sous-traitant du Groupe compte 80 personnes et est voué à atteindre 150 personnes via des transferts de production et des mises en route de nouveaux projets.

## Produits fabriqués :

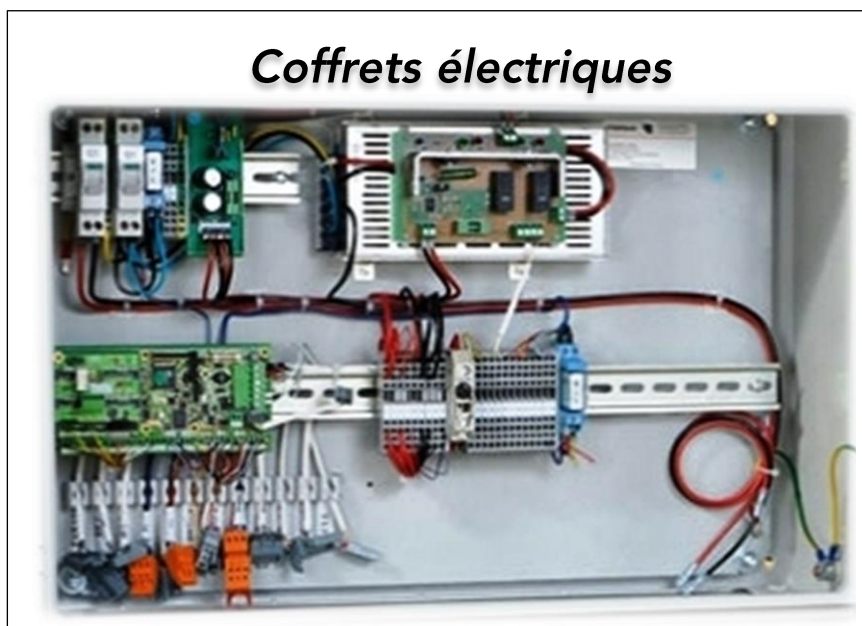
- Faisceaux :



- Câbles et cordons assemblés – surmoulés :



- Coffrets, armoires et pupitres de commande :



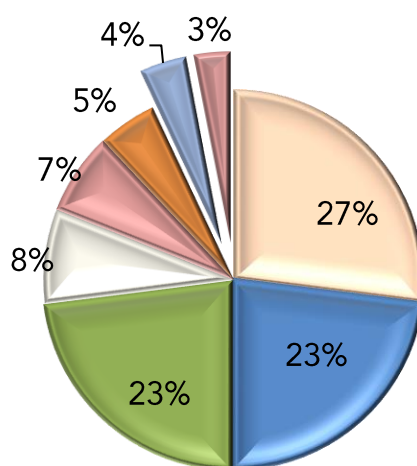
- éléments chauffants :



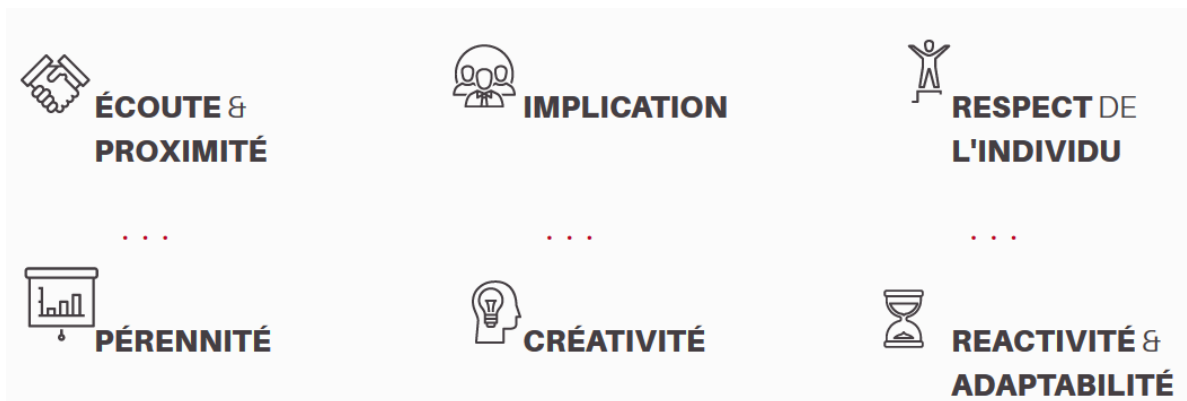
## Marchés

**Ventes par secteurs d'activités sur l'année 2020**

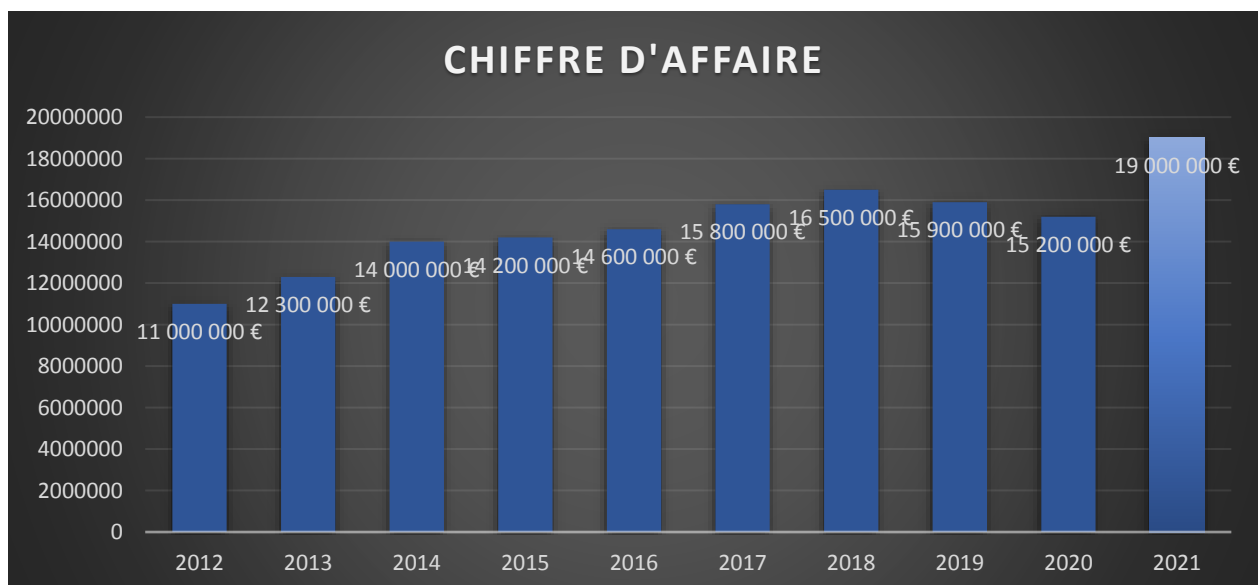
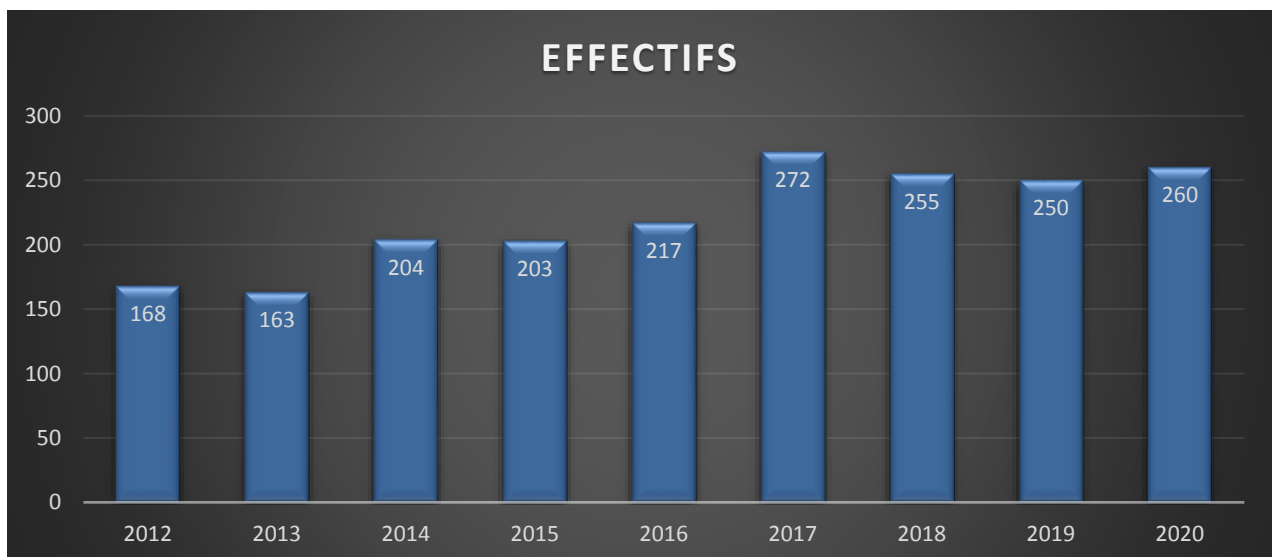
- Chauffe-eau
- Ascensoriste
- Convecteurs
- Automobile
- Médical
- ENR
- Sécurité
- Storiste



## Valeurs



## Chiffres Clés



Pour 2021 au 20/09/2021 nous sommes à 13.5M€ pour un prévisionnel de 19M€.

## Démarche RSE :

Depuis 1999, CCE est certifiée ISO 9001 et fait de la satisfaction client l'une de ses priorités. CCE est également certifiée UL depuis 2016. Pour répondre au mieux à ses donneurs d'ordres ainsi qu'à ses parties prenantes, CCE souhaite faire progresser sa démarche de responsabilité sociétale et environnementale et a décidé d'adhérer au Global Compact. Cette démarche permet de structurer une approche et permet une reconnaissance des actions engagées.

Cette initiative mondiale à laquelle CCE souhaite se joindre recouvre 10 principes au caractère universel qui correspondent à sa volonté d'action.

Les principes en sont les suivants:

### Droits de l'Homme



Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme.



Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'Homme.

### Normes internationales du travail



Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.



Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.



Les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants.



Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

### Environnement



Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.



Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.



Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

### Lutte contre la corruption



Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.



Le **Global Compact** est également le point de départ pour toute organisation cherchant à soutenir les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), adoptés en septembre 2015 par l'ONU.



Par ailleurs, CCE entame cette année une démarche sur la plateforme EcoVadis pour s'évaluer sur son système de gestion non-financier impactant les thèmes suivants :

- L'Environnement
- Le Social et Droit de l'Homme
- L'éthique
- Les Achats Responsables

D'ici le 15 octobre nous finaliserons le questionnaire sur la plateforme Ecovadis et nous aurons en retour notre notation d'ici fin 2021 sur notre Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE)



## Engagement du Directeur Général

*J'ai l'honneur de vous informer de l'adhésion de CCE aux dix principes du Global Compact des Nations Unies touchant les droits de l'Homme, les droits du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.*

*Afin de respecter nos engagements, nous délivrerons notre communication de progrès annuelle. Dans cette publication, nous décrivons les actions que nous mettons en œuvre visant à améliorer continuellement l'intégration du Pacte Mondial et ses principes dans notre stratégie, notre culture et nos opérations quotidiennes.*

*Nous nous engageons également à partager ces informations avec nos parties prenantes par le biais de nos principaux canaux de communication.*

M. Jean-Philippe SCHMITT, Directeur Général



## DROITS DE L'HOMME



**Principe 1 :** Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme

**Principe 2 :** Ne pas se rendre complices de violations des droits de l'Homme

Aux travers de l'adhésion de la France à différents textes nationaux ou internationaux, CCE honore:

- La **Déclaration universelle des droits de l'Homme** adoptée le 10 Décembre 1948 en France.
- La **Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés** adoptée en 2000.

En outre, la société CCE a entrepris des démarches vis-à-vis de ses sous-traitants et principaux fournisseurs pour s'assurer de leur respect de la réglementation en vigueur et notamment pour s'affranchir dans ses approvisionnements des « Conflict Minerals » ou Minerais de Conflit, voir ci-après :

La **loi Dodd-Frank** de réforme de Wall Street et de protection du consommateur (DODD-FRANK WALL STREET REFORM AND CONSUMER PROTECTION ACT), adoptée par le Congrès américain en juillet 2010, comprend une disposition (la section 1502) qui a pour but d'empêcher l'armée nationale et les groupes rebelles en République Démocratique du Congo (RDC) de se servir en toute illégalité des bénéfices qu'ils dégagent du commerce de minerais pour financer leurs combats. La section 1502 constitue une obligation de divulgation au titre de laquelle les entreprises se doivent d'établir si leurs produits contiennent des minerais du conflit – en soumettant leur chaîne d'approvisionnement à une diligence raisonnable – et d'en rendre compte à la Securities and Exchange Commission (SEC).

Pour assurer le respect de ces exigences, il est demandé que chaque fournisseur de la chaîne d'approvisionnement donne des informations concernant les minerais de conflit qui sont ou peuvent être contenus dans leurs produits achetés par CCE. Ces exigences sont communiquées par le biais de nos Conditions Générales d'Achats (CGA)

Bien qu'il s'agisse d'une loi américaine, elle affecte CCE car certains clients vendent aux États-Unis ou y ont des intérêts. En conséquence, il est demandé aux fournisseurs, quel que soit leur emplacement, de divulguer des informations sur la présence de minéraux de conflit dans les produits ou composants.

Il peut être difficile d'identifier le pays ou la mine d'origine pour les minéraux concernés, néanmoins CCE demande à ses fournisseurs d'enquêter et de divulguer autant d'informations que possible en répondant à ce questionnaire.

Sur 2020 nous avons eu 75% de réponse, ce qui est un résultat honorable. Nous continuons notre démarche sur 2021 et 2022.

Pour le respect de l'Humanité et l'épanouissement des travailleurs, CCE intègre dans son règlement intérieur et son organisation :

- Les textes de loi concernant le harcèlement moral et sexuel
- Les dispositions prises par l'entreprise concernant l'hygiène et la sécurité :
  - Tous les nouveaux élus du personnel ont été formés à la prévention hygiène et sécurité
- Un référent harcèlement moral et sexuel a été désigné.

Pour répondre aux exigences de la loi Avenir Professionnel de septembre 2018, CCE compte dans ses effectifs une parité Homme-Femme de 39% vs 61%. Toujours dans l'esprit de parité et de défense des minorités CCE compte 10% de travailleurs handicapés dans ses effectifs.

Des aménagements d'horaires sont mis en place au cas par cas pour palier aux contraintes personnelles. Pour ceux qui le désirent, en cas d'absence longue durée, un lien avec l'entreprise est conservé via des notes d'information, mails, courriers, appels téléphonique et même visioconférences.

Tout est mis en œuvre pour faciliter l'accès aux demandes de congés payés pendant les vacances scolaires. Jusqu'à aujourd'hui jamais aucune demande n'a été refusée.

Pour permettre aux salariés parents d'accompagner leur enfants à la rentrée, 2 heures d'absence rémunérées sont accordés jusqu'en classe de 6<sup>ème</sup>.

Régulièrement CCE exprime sa reconnaissance à son personnel non seulement via des primes récompensant l'investissement et les résultats de chacun mais aussi via des moments conviviaux tels :

- Les pots d'été
- Les pots de Noël
- Anniversaires
- Départs en retraite
- Les remises de médailles du travail :



Soucieux des conditions de travail du personnel, nous avons planifié une formation globale sur les gestes et postures au travail.

Ceci dit des postes de travail adaptés sont en place :

- Deux écrans par bureau réglables en hauteur
- Bureaux et chaises sur roulettes réglables en hauteur

Dans le cadre de l'extension du bâtiment :

- des places de parking pour handicapés ont été ajoutées.
- le croisement flux logistique interne et flux du personnel a été éliminé

Des analyses métrologique de bruit ont été effectuées en 2013. Aujourd'hui avec l'extension du bâtiment et le nouvel agencement de l'atelier une autre analyse sera planifiée sur 2022.

Une analyse des fiches de données de sécurité a également été faite en 2013. Elle sera revue au moment de la mise à jour du Document Unique (DU) sur 2022.

Toujours dans l'esprit du respect de l'humanité, CCE est solidaire d'une association contre la mucoviscidose. CCE a aussi participé à l'approvisionnement de fournitures de bureau via un CAT.

Actions CCE 2021-2022	Résultat
Collecter les données « minerals conflicts » de nos sous-traitants et principaux fournisseurs	10/2022
Mise à jour du DU	10/2022
Formation du personnel d'atelier et logistique aux gestes et postures au travail	01/2022
Formation du personnel indirect aux gestes et postures au travail	10/2022

# **NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL**





**Principe 3 :** Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective

**Principe 4 :** l'élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire

**Principe 5 :** l'abolition effective du travail des enfants

**Principe 6 :** l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession

CCE est soumise au droit français et reste engagée à le faire respecter dans les actions quotidiennes. Il en va de même pour la législation en vigueur en Tunisie et en Moldavie où les filiales sous-traitantes sont implantées.

Les salariés de CCE sont représentés par des membres du personnel élus. CCE dispose d'une instance représentative du personnel : le **Comité Social Economique**. Le CSE intègre le CHSCT et la délégation du personnel dans laquelle il y a une personne mandatée par un syndicat.

ACS en Tunisie reconnaît l'organisation syndicale légalement constituée représentée par ses membres légaux issus de l'entreprise. Les attributions légales et légitimes du syndicat qui exerce ses missions en représentant le personnel au sein de l'entreprise sont respectées. La direction de l'entreprise organise chaque mois une réunion avec les représentants du personnel et toutes les fois qu'il y a urgence. Des heures de délégation sont accordées au regard de la convention collective en place.

CIS en Moldavie octroie des tickets restaurants à son personnel. Une visite médicale est faite chaque année à l'ensemble du personnel. Une analyse des conditions de travail a été faite pour évaluer la qualité de l'air ambiant et l'éclairage.

La direction communique également chaque trimestre sur l'évolution globale de l'activité lors des comités de pilotage. Cette transparence génère la confiance des collaborateurs.

Le travail forcé et obligatoire ainsi que le travail d'enfants sont contre les valeurs et principes de CCE et les filiales sous-traitantes. De plus, l'entreprise privilégie les embauches de salariés de plus de 18 ans. En effet, même si le droit du travail et la convention collective de la Métallurgie autorise l'emploi des mineurs à partir de 16 ans, CCE utilise cette option uniquement pour les apprentis ou les jobs d'été des enfants d'employés.

Les Services Achats/Approvisionnements et Qualité sont vigilants sur ces points auprès de nos prestataires.

Parce que la diversité est source de dynamisme, de créativité et d'innovation, CCE et les filiales du Groupe la cultivent dans toutes ses composantes en menant une politique de non-discrimination à l'égard de l'ensemble de ses collaborateurs tant sur le recrutement, la formation que sur l'évolution professionnelle.

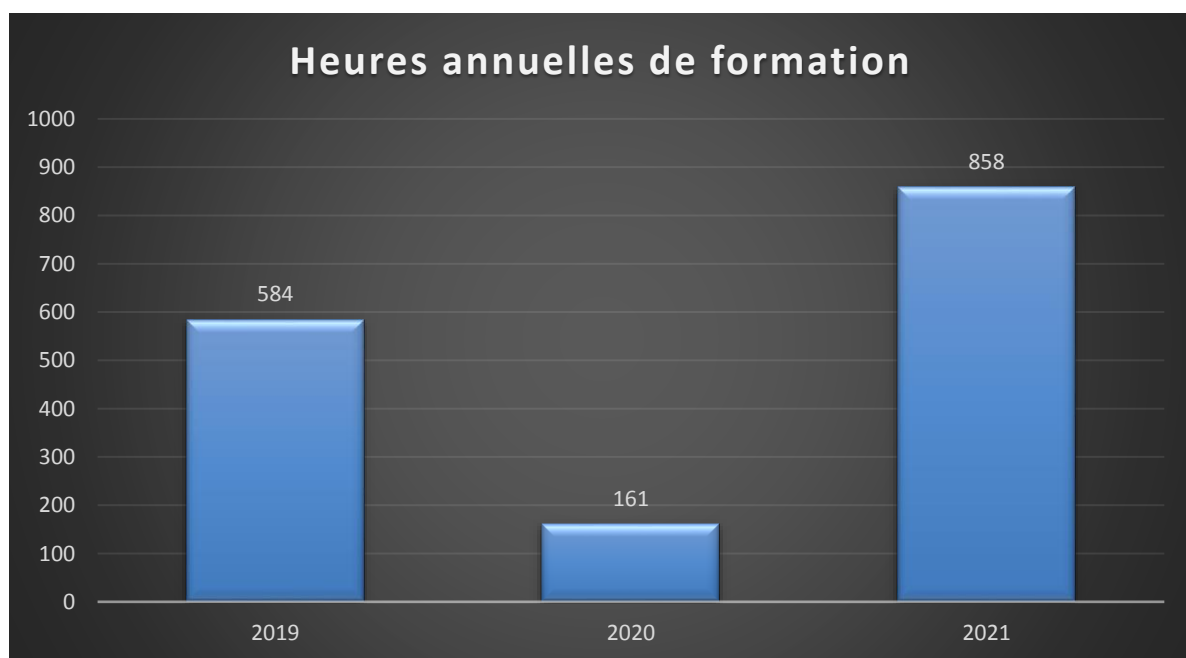
## **Recrutement**

L'expression du besoin est formulée par les managers au service RH. Ensemble, ils identifient les missions et compétences requises à l'aide des fiches de poste. La diffusion de l'annonce est effectuée en interne et en externe. A la réception des candidatures, l'analyse des CV est basée uniquement sur les compétences et expériences pour éviter toute forme de discrimination. Pour les candidatures retenues, un entretien téléphonique préliminaire est réalisé par le service RH. Les candidats sélectionnés sont ensuite rencontrés par le(s) manager(s) et le responsable Ressources Humaines. Une fois l'ensemble des entretiens terminés, ces derniers échangent et statuent sur le choix du candidat.

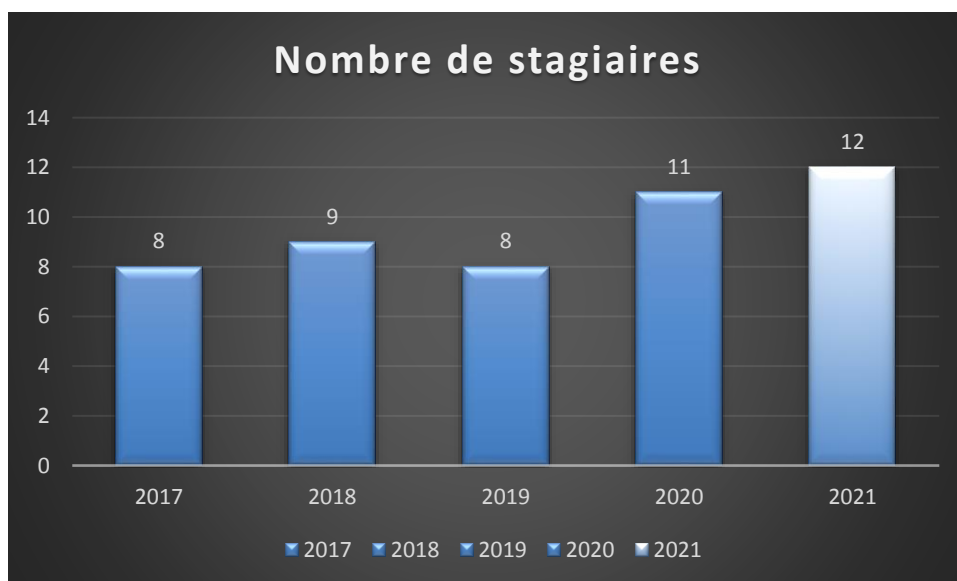
## Formation

Faire monter en compétence nos collaborateurs est un axe stratégique. Les besoins en formation sont recensés lors des entretiens annuels individuels. Si des formations sont demandées en cours d'année, elles sont étudiées et acceptées en fonction de leurs impacts sur l'efficacité et l'aisance du salarié dans son poste. Chaque année, des formations variées sont proposées telles que linguistiques, techniques, normatives.

L'entreprise encourage l'utilisation des heures de formation disponibles sur les comptes formation des salariés. Pour cela, elle accorde que les formations aient lieu sur le temps de travail, soit en partie soit en totalité, et le service RH apporte l'aide nécessaire à la constitution des dossiers de prise en charge.



CCE soutient également l'accès à la formation en prenant régulièrement des stagiaires, des jobs d'été pour les étudiants et des apprentis. Depuis 2017 le nombre de stagiaires n'a cessé d'augmenter.



### Entretiens individuels et entretiens professionnels

Pour les nouveaux arrivants (CDD, CDI et interim pour le personnel indirects), un planning d'intégration est mis en place au cours duquel ils passent de service en service pour faire connaissance avec les futurs collègues de travail et pour s'imprégner de l'organisation en place. Un entretien individuel mensuel est en place jusqu'à la fin de la période d'essai.

Les managers mènent les entretiens individuels de leur équipe lors de la campagne lancée chaque fin d'année civile. C'est pour eux l'occasion de faire un bilan sur l'année passée et de définir les objectifs pour l'année à venir.

Les entretiens sont remis au service RH pour prise en compte des souhaits d'évolution, de formation... Les documents sont conservés dans les dossiers du personnel.

Toute cette organisation permet une meilleure intégration des nouveaux arrivants et de partager et clarifier les attentes de chacune des parties.

### Charte du droit à la déconnexion

Avec l'utilisation des outils numériques, désormais incontournables, les modes de travail évoluent. En effet, il y a de plus en plus de travailleurs possédant d'ordinateurs portables et des téléphones de société. De ce fait, les salariés sont souvent « connectés » en dehors des heures de bureau. La frontière entre vie professionnelle et personnelle est de plus en plus mince et c'est pour cela qu'il faut la préserver.

Afin de s'adapter à cette réalité et créer les protections nécessaires à la santé des salariés, CCE a mis en place, cette année, un droit à la déconnexion à l'aide d'une charte.

Cette charte a pour objectif d'aider les salariés à assurer le respect de leur temps de repos et de congés pour protéger leur vie personnelle et familiale. CCE applique des modalités telles que l'absence d'obligation de répondre aux messages, et/ou au téléphone professionnel en dehors de plages horaires définies.

Pour rappel, le législateur a prévu pour chaque salarié le droit à un temps de repos minimum de 11 heures quotidien et de 24 heures hebdomadaires consécutives. Durant ces temps de repos, il est demandé aux salariés d'éviter, dans la mesure du possible, d'adresser des emails ou des sms ou encore de téléphoner à ses collaborateurs.

Aussi la mise en œuvre d'actions est prévue pour un usage raisonnable des outils numériques.

## Télétravail depuis la crise sanitaire COVID-19

CCE pratique le télétravail régulier pour la fonction commerciale. CCE autorise le recours au télétravail de manière exceptionnelle en cas de contraintes décrites dans la Charte. En effet le personnel occupant un poste éligible au télétravail peut être autorisé sur demande et étude de dossier.

L'entreprise a su réagir rapidement durant les périodes de confinement dues à la crise sanitaire en équipant la totalité des postes administratifs pour le télétravail. Ainsi l'activité normale de l'entreprise a pu continuer avec le moins de perturbations possibles pour les salariés administratifs et l'entreprise.

La moitié des salariés travaillant à domicile, la concentration des salariés dans les espaces communs s'est vue fortement diminuée, favorisant le respect d'une distanciation physique dans l'ensemble du bâtiment : aux postes de travail et dans les locaux sociaux.

Toutes les actions de protection liées à la crise sanitaire sont toujours d'actualité.

Actions CCE 2021-2022	Résultat
Maintien et entretien des actions en place	10/2022

# ENVIRONNEMENT



**Principe 7 :** Les entreprises doivent soutenir une approche préventive des défis environnementaux

**Principe 8 :** prendre des initiatives pour promouvoir une plus grande responsabilité environnementale

**Principe 9 :** le développement et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

CCE souhaite réduire l'empreinte de son activité sur l'environnement et ainsi préserver les générations futures.



**Câblage Connectique Européen**  
Donne du temps à vos projets

ZI de la Glacière - Rue des Vosges  
90150 FOUSSEMAGNE  
Tél. +33 (0)3 84 23 49 74  
contact@cce-connectique.fr  
www.cce-connectique.fr



### ENGAGEMENT ENVIRONNEMENT

Le développement international de notre entreprise Câblage Connectique Européen ainsi que sa pérennité et sa réussite ne peuvent se faire sans la maîtrise des impacts sur l'environnement, d'une part, par nos activités de câblage et d'autre part de nos exigences envers nos fournisseurs sur les composants que nous utilisons.

Dans une dynamique de développement continue en accord avec une éco-responsabilité implantée dans notre société depuis sa création et à ce jour, et dans le cadre du respect des exigences légales et autres aspects relatifs à la Santé Sécurité au travail et à la préservation de notre environnement et de l'ensemble des éco systèmes.

Câblage Connectique Européen s'engage à identifier l'ensemble des aspects et impacts environnementaux découlant de notre activité et nous nous engageons à promouvoir le développement durable en engageons les actions suivantes :

- Valoriser les déchets industriels issu de nos procédés de fabrication : nous appliquons notre politique de collecte de déchets en vue de leur traitement et recyclage.
- Trier Sélectivement le papier issu de l'activité administrative de notre entreprise, pour cela des bacs jaunes dédiés aux papiers, sont mis dans nos bureaux à la disposition de nos employés
- Récupérer et capter les gobelets plastique issus des équipements communs tels que la fontaine d'eau et la machine à café dans un récupérateur en vue de leur recyclage.
- Optimiser la consommation électrique et minimiser les pertes via des régulateurs installés dans notre entreprise.

L'équipe de Câblage Connectique Européen donne du temps à vos projets en harmonie avec les enjeux environnementaux.

**CCE**  
20 C, rue des Vosges  
Zone Industrielle de la Glacière  
90150 FOUSSEMAGNE  
Tél. +33 84 23 49 74 - Fax 03 84 23 49 74

A Foussemagne, le 09 avril 2020

Jean-Philippe SCHMITT  
Directeur Général



CÂBLAGE CONNECTIQUE EUROPÉEN SAS - SOCIÉTÉ PAR ACTION SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 152 430 € - SIRET 353 468 924 00023 - RCS B353 468 924 BELFORT  
CODE APE 2792Z - N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR26353468924 - 20C RUE DES VOSGES, ZI DE LA GLACIÈRE, 90150 FOUSSEMAGNE - TEL. 03 84 23 49 74 - FAX 03 84 23 49 75



CCE s'engage également à :

- Garantir la Santé et le Développement de ses collaborateurs dans leurs activités tout autant que la propreté des lieux de travail. L'entreprise veille au strict respect des consignes et obligations légales de Sécurité.
- Préserver l' Environnement à travers la mise en place de recyclages, de la prise en compte des Exigences Réglementaires dès les phases de Développement et tout au long des activités de fabrication et de distribution (REACH-ROHS)

Le Groupe prévoit une prise en compte de plus en plus intégrée des enjeux environnementaux dans les modes de management et de prise de décision.

Les salariés de CCE sont sensibilisés au gaspillage et aux bonnes pratiques environnementales, qu'il s'agisse de l'optimisation des consommations d'eau et d'électricité, du tri ou encore de la valorisation des déchets.



## Actions engagées pour la réduction de la consommation d'énergies

Le service maintenance, dans ses missions, veille à la réduction de consommation en électricité.

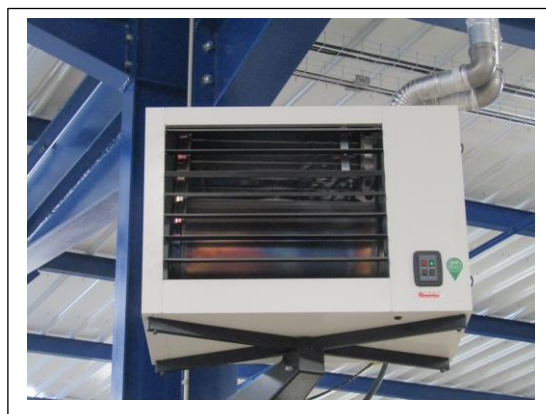
Des éclairages led basse consommation ont été installés dans les bureaux. Le nouveau bâtiment en est déjà équipé. Des devis sont en cours pour déployer cette action au niveau de l'atelier de production. En attendant un grande baie vitrée est en place et trois grands dômes ont été changés en été 2021 pour favoriser la lumière naturelle.

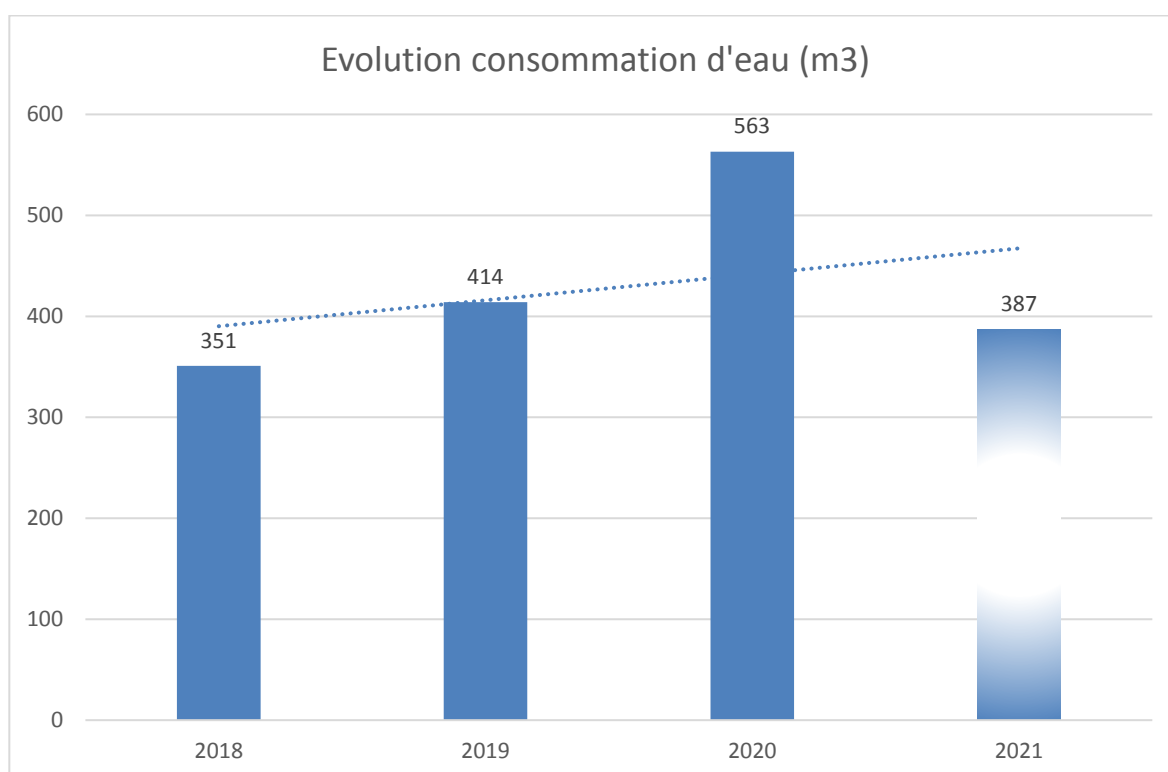
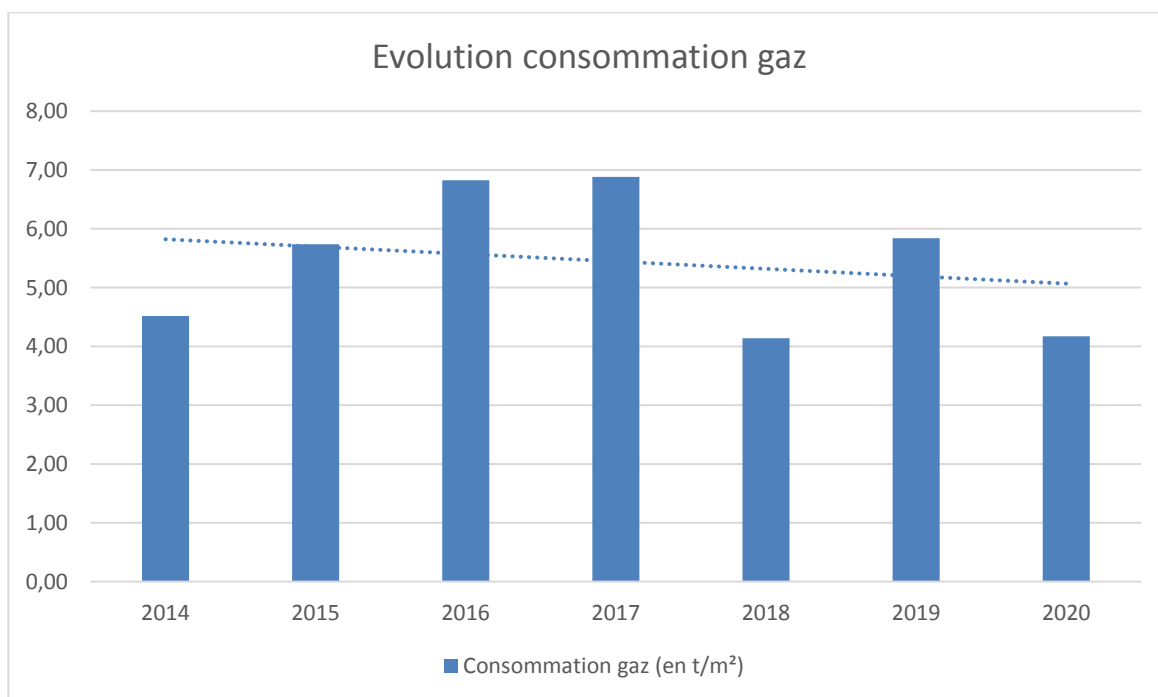


Un compresseur d'air de nouvelle génération, un sécheur d'air et un séparateur eau, huile ont été installés. L'installation est plus économique et plus silencieuse.

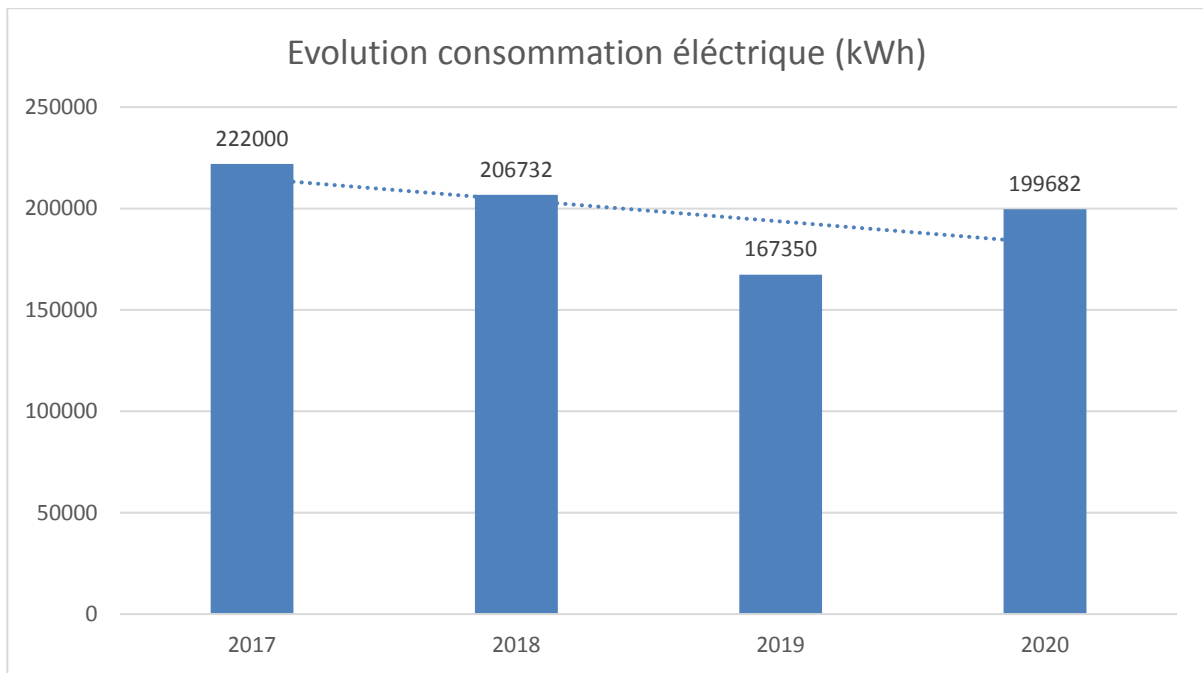


Les aérothermes ont été changés pour des versions de nouvelles générations donc plus économique ce qui nous a permis de réduire la consommation de gaz de 20%

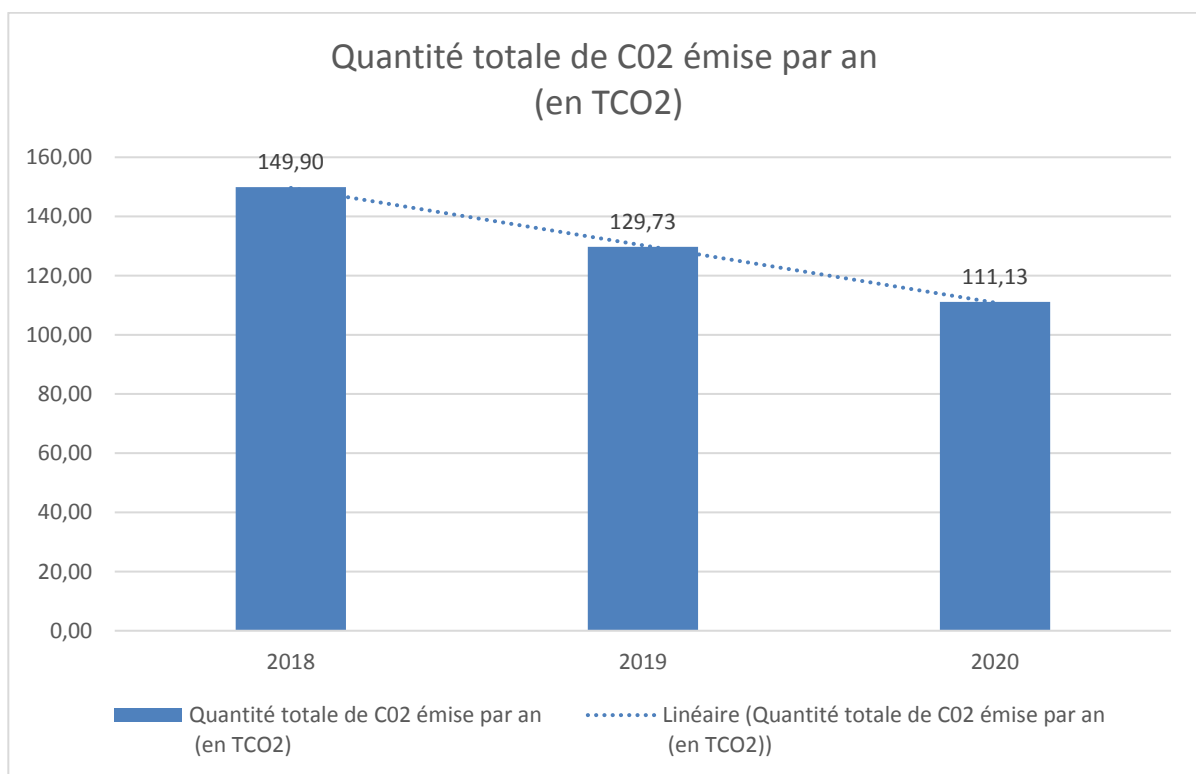




La tendance ascendante de la consommation d'eau s'explique par le chantier d'extension du bâtiment sur 2019 et 2020.



Les actions entreprises pour la réduction de consommation électrique montre une tendance descendante.



Notre prestataire de transport a mené des actions qui ont permis de réduire l'enprunte carbone de nos navettes. Les principales actions pour réduire nos émissions polluantes :

- Revue des process de transport pour favoriser le bateau à la route (moins polluant)
- Optimisation des tournées de livraisons et d'enlèvement
- Renouvellement de tracteurs (moteurs diesel Euro 5 et 6 moins polluants avec AD Blue)
- Télématique embarquée
- Passage progressif à des véhicules de fonction électrique
- Formation des chauffeurs à l'éco-conduite

Au niveau des bureaux, les radiateurs bain d'huile ont été remplacés par des climatiseurs réversibles. Cette action nous a permis de faire des économie d'énergie tout en améliorant les conditions de travail de nos collaborateurs.

Nous avons intégré dans la construction du nouveau bâtiment logistique des critères de réduction de consommation d'énergie et nous en avons profité pour intégrer dans le budget la réfection des locaux sociaux :

- Utilisation de matériaux isolant dernière génération
- Installation d'éclairage LED
- Installation de capteur de mouvement pour piloter l'allumage et l'extinction des lumières
- Installation de chasse d'eau double : 3l et 6l
- Installation de grande vitre dans le refectoire pour favoriser la lumière naturelle



### **Tri des déchets**

Conformément à notre engagement environnement nous trions nos déchets :

- Cartons et papiers
- Gobelets
- Bobines vides
- Piles usées
- DIB



Un chantier est ouvert pour aller plus loin dans le tri et la valorisation de nos déchets.



### Prévention de la pollution

Lorsque cela est possible, CCE privilégie les visioconférences (Teams, Skype) afin de réduire les déplacements. Nos salles de réunion sont équipées d'écrans géants, de micro et de caméra afin d'avoir des réunions à distance de qualité.

La crise sanitaire 2020 a considérablement accéléré cette tendance avec un budget voyages et déplacements qui a été réduit de plus de 71% sur 2020 et 68% au 31/08/2021.

Aussi, l'occasion est donnée aux salariés d'organiser du covoiturage. Ces éléments permettent de lutter, à leur niveau, contre le réchauffement climatique et la prévention de la pollution.

Action CCE 2019-2020	Résultat
Optimiser et approfondir le tri des déchets	2022
Réduire les consommations d'énergies	2022

# LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



## **Principe 10 : Agir contre la corruption, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin**

CCE réaffirme que la corruption est inacceptable et que les principes de la transparence, de la responsabilité et de la bonne gouvernance doivent prévaloir tant dans l'activité au niveau local qu'international.

Une charte des acteurs impliqués dans le processus achat reprend des règles essentielles sur le comportement individuel face à des situations à risques.

### **Rétributions, Avantages et Cadeaux :**

Ne jamais accepter d'argent de fournisseurs actifs ou potentiels.

Les cadeaux promotionnels dès lors que leur valeur marchande reste dérisoire, sont acceptables et ne donneront lieu en aucun cas à du favoritisme vis à vis de ce fournisseur.

### **Repas d'Affaires et Séminaires :**

Les repas d'affaires permettant le maintien ou la mise en place de relations commerciales fructueuses sont acceptables. Pour autant, ils ne doivent pas être sollicités et engagent à la réciprocité.

L'invitation à des opérations de relations publiques élargies ou à des opérations publicitaires doit être référée au manager afin d'en percevoir les bénéfices attendus pour la société. Les frais de déplacement engendrés par l'invitation ne doivent pas être supportés par le fournisseur.

### **Conflits d'intérêts :**

Ne pas prendre d'actions ou de participations au sein de fournisseurs.

### **Respecter le jeu de la concurrence :**

Ne pas utiliser les nouveaux fournisseurs potentiels à la fin de réduire les coûts dès lors que les offres ne présentent pas le même contenu technique.

Ne jamais montrer ou partager le détail des offres fournisseurs concurrentes.

### **Promouvoir activement la diffusion et le respect de ces bonnes pratiques**

Plus largement, une charte Ethique des affaires a été créée afin de partager la définition de l'Ethique et des valeurs de la société qui exclut littéralement la corruption sous toutes ses formes.

Jusqu'à présent, aucun fait ou tentative de corruption n'ont été décelés au sein de CCE, de ses fournisseurs ou partenaires au cours des dernières années.

L'ensemble des salariés impliqués dans le processus achat et commercial a eu connaissance de la charte éthique par le biais d'un mail envoyé par le responsable achat. La charte éthique est accessible à tout moment sur le réseau de l'entreprise.

**Prévention de la corruption :**

Afin de lutter contre l'extorsion de fond, mise en place d'une procédure et de moyens sécurisés pour tous les décaissements. Une application est utilisée pour la signature électronique du comptable et la « cosignature » est assurée par le Directeur Général via une application sur son téléphone portable.

Actions CCE 2020-2021	Résultat
Maintien des actions	2022